



international
alert



POLICY BRIEF :
DÉCEMBRE 2016

« Ils nous traitent tous comme des djihadistes »

Dépasser la notion d'extrémisme violent pour mieux consolider la paix au Mali

RÉSUMÉ

Cette note d'orientation présente certains résultats d'un projet mené sur 18 mois par International Alert dans trois régions du nord et du centre du Mali : Tombouctou, Mopti et Ségou. S'appuyant sur divers dialogues multidimensionnels avec les communautés et les autorités locales, le projet apporte des éclaircissements sur des facteurs et des dynamiques de « l'extrémisme violent », sur leurs liens avec d'autres dynamiques de conflit ainsi que sur l'importance d'une meilleure compréhension du contexte spécifique et la mise en œuvre d'approches sensibles aux conflits fondées sur les perceptions locales. La prise en compte de ces aspects aidera non seulement à donner un impact durable aux mesures de lutte contre l'extrémisme violent mais contribuera aussi à la consolidation de la paix et à la construction de l'État au Mali.

Introduction

En 2012, le Mali a connu un coup d'État militaire qui a favorisé la prise de contrôle par des rebelles séparatistes et des groupes armés islamistes de vastes zones du Sahel malien suivi de l'occupation, par ceux-ci, de certaines grandes villes à l'image de Tombouctou et Gao. Trois ans après l'intervention militaire, menée par la France¹, qui a refoulé de nombreux groupes armés vers les frontières algériennes et dans les massifs montagneux dans l'extrême nord du pays ainsi qu'en Libye, et malgré la signature, en juin 2015, d'un Accord pour la paix issu du processus d'Alger, entre le gouvernement malien² et les groupes armés rebelles, les populations civiles maliennes continuent de souffrir très fortement du conflit et de la violence. Cette violence s'est propagée dans le centre du pays jusqu'à Mopti et Ségou. Catalysés par la faible gouvernance et l'insécurité générale, les conflits préexistants et irrésolus dans ces régions n'ont cessé de couvrir et d'accroître les dissensions : au sein des communautés et entre elles, pour des raisons ethniques et sociales, entre l'État et les citoyens, entre les autorités traditionnelles et publiques, et entre les générations. La violence s'est banalisée à travers le nord et le centre du Mali parallèlement à une forte poussée de la criminalité liée à la pauvreté et favorisée par l'afflux des armes et des trafics transitant par le Sahel et les réseaux terroristes implantés dans le Nord.

La redéfinition de l'opération militaire française, à travers le dispositif Barkhane, comme une lutte contre « le Djihad mondial », place la question de l'extrémisme violent* au centre des priorités sécuritaires dans l'ensemble du Mali, restreignant ainsi les efforts de sécurité aux stratégies de lutte contre le terrorisme. Pendant ce temps, les risques à plus long terme, associés à la culture montante de la violence et aux conflits inter et intracommunautaires prolongés, ne sont pas correctement pris en compte. En 2015, le nombre de morts liés au terrorisme ayant atteint un record historique³, les stratégies de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent au Mali figurent désormais au premier plan des préoccupations du gouvernement et des bailleurs de fonds. Ces stratégies sont de plus en plus intégrées aux stratégies d'aide humanitaire et gagnent peu à peu leur place dans les programmes de la société civile malienne par le biais de financements des bailleurs de fonds. Face à cet intérêt croissant pour la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent, il est essentiel de réfléchir sur sa compréhension dans le contexte malien.

* Aux fins de cette note d'orientation, nous utilisons l'expression « extrémisme violent » pour désigner certains types de violence ainsi que des politiques les visant, tout en reconnaissant et tentant de résoudre à la fois le manque de précision de ce terme.



United Nations Photo (Creative Commons)

Cette note d'orientation explore la métamorphose du conflit au Mali et examine les facteurs sous-jacents de l'extrémisme violent. En plus de défendre la nécessité de mieux suivre et de mieux comprendre les différentes formes de violence au Mali, elle souligne les raisons pour lesquelles une approche basée sur leurs spécificités est essentielle pour pouvoir relever les défis de l'extrémisme violent dans ce contexte.

Du nord au centre : la métamorphose du conflit au Mali

Depuis le début des années 2000, la désagrégation des institutions publiques, due à des années de clientélisme et de corruption et aggravée par l'émergence du crime organisé et des réseaux de trafiquants, a créé un véritable vide sécuritaire au Mali. La présence limitée de l'État au nord du pays a laissé la place au développement parallèle d'une variété de structures fondées sur des identités individuelles et collectives historiques, ethniques, culturelles et religieuses, dont des réseaux de criminalité organisée et des organisations djihadistes. À différents niveaux, ces structures se sont substituées à celles de l'État dans ces régions où il existe une « gouvernance parallèle »⁴. C'est dans ce contexte que les conséquences violentes du conflit libyen, en 2011, et du retour dans le septentrion malien de rebelles

lourdement armés en provenance de Lybie, ainsi que la présence de groupes terroristes tels qu'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) dans le nord du pays depuis 2004⁵, ont préparé le terrain pour la crise de 2012.

Si cette crise a démarré avec le coup d'État mené par l'armée malienne, mécontente du manque de moyens dont elle disposait pour lutter contre la nouvelle rébellion lancée par le Mouvement de libération nationale de l'Azawad (MNLA), elle a progressivement entraîné une occupation de plusieurs villes du Nord telles que Tombouctou et Gao par des groupes islamistes, dont Ansar Dine et le Mouvement pour l'unicité du djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO)⁶, tous deux affiliés à AQMI. Ces troubles, alliés aux ambitions politiques du MNLA, ont également donné naissance à des milices « d'autodéfense »⁷, ce qui n'a fait qu'exacerber les violences inter et intracommunautaires. Malgré la signature de l'accord d'Anéfis, en octobre 2015, la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA) et la Plateforme⁸ se sont régulièrement affrontées dans le Nord, rendant ainsi très difficiles la mise en œuvre de tout processus de réconciliation nationale et l'application de l'Accord pour la paix.⁹ En dépit d'une forte présence militaire nationale et internationale et des tentatives de mise en œuvre de l'accord de paix local d'Anéfis, on enregistre une montée des violences dans le centre du Mali. À l'instar du groupe islamiste du Front de libération du Macina (FLM)¹⁰ et de l'Alliance nationale pour la sauvegarde de l'identité peule et la restauration de la justice (ANSIPRJ), de nouveaux groupes armés sont apparus dans la région et s'en sont pris violemment aux forces de sécurité nationale et aux troupes de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).¹¹ Pendant ce temps, Ansar Dine et le Mujao (désormais rebaptisé Al-Mourabitoune à la suite de sa fusion avec le groupe algérien salafiste El-Mouaguine Biddam – littéralement « Les Signataires par le sang ») poursuivent leurs attaques sur les forces de sécurité nationales et internationales.¹²

Cependant, tant dans le nord que dans le centre du pays, la violence ne se limite pas aux affrontements entre les groupes armés et les forces de sécurité. En fait, comme l'ont démontré plusieurs recherches dont celle d'Alert, les actes de violence dont souffrent directement les civils aujourd'hui sont majoritairement liés à la criminalité et aux affrontements interethniques.¹³

L'étude de suivi des incidents violents dans la région de Tombouctou menée en 2016 par International Alert a révélé que 85 % des incidents violents enregistrés étaient soit motivés par l'argent soit relatifs à des tensions

intercommunautaires, à des conflits fonciers ou à des violences sexuelles à l'égard des femmes. Seule une petite partie de la violence déclarée par les populations civiles était directement liée à « l'extrémisme » ; or ces incidents relevaient généralement davantage de l'intimidation ou du contrôle culturel (interdiction pour les filles d'aller à l'école, commentaires sur des tenues vestimentaires inappropriées) que de la violence physique à proprement parler. Il est ressorti des consultations conduites par Alert auprès des communautés des régions de Ségou, Mopti et Tombouctou que la plupart des résidents n'identifient aucun groupe armé en particulier comme la principale menace à leur sécurité. Au contraire, ils considèrent que ce sont les conflits traditionnels non résolus et la montée de la criminalité et du banditisme, favorisés le plus souvent par la pauvreté et l'absence chronique d'emploi et de perspectives d'avenir, qui menacent le plus leur sécurité personnelle et celle de leur commune. L'effondrement de la confiance entre les communautés et le gouvernement s'est accompagné d'une augmentation des agressions armées, entraînant ainsi une banalisation de la violence dans l'ensemble du centre et du nord du Mali.

Le conflit crée l'extrémisme violent, et non l'inverse

De mars 2015 à septembre 2016, Alert et ses partenaires ont facilité plus de 25 dialogues communautaires sur les questions de conflit et de sécurité dans dix localités des régions de Tombouctou, de Mopti et de Ségou, réunissant des représentants des autorités locales, des femmes, des représentants de la jeunesse, des leaders religieux et des associations citoyennes locales. Avec une écrasante majorité, les tensions inter et intracommunautaires, les conflits agropastoraux traditionnels (comme notamment la non-application des conventions locales sur l'utilisation des terres), les conflits dus aux abus de pouvoir des chefs traditionnels ainsi qu'un large éventail d'exactions commis par les forces de sécurité ont été identifiés comme les principaux obstacles à la paix. Le manque de confiance dans le gouvernement et les autorités locales pour restaurer une meilleure gouvernance et arbitrer avec équité ces conflits, associé à la multiplication des affrontements violents entre les communautés elles-mêmes, laisse chez beaucoup un fort sentiment de désespoir. Dans de nombreuses communes couvertes par l'étude, les gens ont exprimé leur anxiété face au sentiment de vivre dans un vide sécuritaire où les bandits résident au sein des communautés, ainsi que l'impression qu'ils ont d'avoir perdu le contrôle sur leur environnement immédiat et leur vie sociale traditionnelle.

« Nous ne pouvons pas dénoncer les responsables des violences dans notre communauté parce qu'ils vivent parmi nous. Si nous le faisons, ils viendront quelques heures plus tard chez moi et tueront mes enfants. »

Un participant à un atelier originaire de Mopti, Mopti, octobre 2016

Nos travaux sur les trajectoires individuelles vers la violence extrême suggèrent qu'un manque de confiance dans les forces publiques de sécurité, ainsi que l'injustice, l'autodéfense et les difficultés économiques constituent les principaux facteurs qui poussent les gens à prendre les armes.

« Il est animé par un sentiment de vengeance à l'encontre du gouvernement malien [qui] refuse de l'aider. Il rencontre des gens qui lui montrent comment gagner de l'argent, mais ces gens lui font subir un lavage de cerveau. Il est prêt à rejoindre un groupe si l'occasion se présente. Dans les discussions de rue, j'entends que d'autres jeunes artisans sont prêts à prendre les armes si leurs conditions de vie ne s'améliorent pas. »¹⁴

Un administrateur local, Mopti, juillet 2016

Dans des contextes où les autorités publiques et la gouvernance locale ne parviennent pas à assurer aux populations une sécurité financière et physique, les groupes armés apportent non seulement d'autres perspectives économiques, mais aussi une société alternative où leurs propres valeurs et gouvernance remplacent efficacement celles de l'État. Nos travaux corroborent d'autres enquêtes de dialogues avec la communauté¹⁵ pour révéler que l'idéologie ne joue généralement pas le premier rôle dans le recrutement des membres dans les groupes radicaux au Mali.¹⁶ Comme dans le contexte syrien ou irakien où les groupes extrémistes ont comblé le vide laissé par un État absent, la foi dans les idéologies extrêmes n'apparaît, au mieux, que comme un facteur secondaire dans la décision de rejoindre un groupe extrémiste, et fournit une explication et une justification au combat.¹⁷ Plutôt que de partir d'un programme d'endoctrinement religieux, ces groupes capitalisent sur les griefs structurels existants et proposent une autre forme de mobilité et de reconnaissance sociale dans ces sociétés. Frustrés par des hiérarchies rigides, nombreux sont ceux, dont des « cadets sociaux »¹⁸, qui commencent à voir dans ces groupes l'occasion de rencontrer un succès et une reconnaissance autrement inaccessibles.

« Une nuit, un homme nous a abordés. Il nous a dit qu'il pouvait nous aider à régler nos problèmes financiers si on le suivait à Diafarabé pour rejoindre [un] groupe armé. Là-bas, nous aurons assez d'argent pour réaliser

nos rêves et en envoyer à notre famille. Il a ajouté que l'entraînement ne durerait que quelques mois. Quand il a glissé 25 000 francs CFA [soit environ 40 \$ US]¹⁹ dans notre poche, nous avons couru chercher nos sacs pour le suivre. »

Un jeune étudiant de Macina, Ségou, juin 2016

Cette référence à « l'entraînement » dans le témoignage ci-dessus met en évidence l'un des principaux obstacles à la paix posés par ces groupes radicaux. Plutôt qu'une menace de radicalisation religieuse, il existe un risque à long terme de radicalisation par la professionnalisation²⁰ de la violence comme un style de vie qui ne fait qu'aggraver la normalisation d'une culture de la criminalité. Cette tendance était déjà apparue dans la région à travers la progression du crime organisé et des trafics avant même que la crise n'éclate en 2012.²¹

Un autre facteur d'extrémisme violent est la discrimination ressentie par certains groupes ethniques et les exactions des forces de sécurité à leur rencontre.

« Nous sommes visés parce que nous sommes Arabe, Touareg ou Peul. Même en habitant à Tombouctou, tout Arabe est suspecté d'être proche d'Aqmi. À une époque, quand les gens voyaient un Arabe, ils s'écriaient : "Tiens, voilà un djihadiste !" Ce problème ressurgit à chaque fois qu'il y a des tensions. Ils font valoir le spectre du terrorisme pour justifier le fait de nous tuer et d'anéantir notre lutte. »

Un jeune homme touareg de Léré, M'Béra, camp de réfugiés, avril 2016

Cela est particulièrement visible à Mopti et dans le cercle de Douentza, où les gardiens de troupeau peuls Diallo, accusés par d'autres groupes ethniques d'être des djihadistes en raison de leur allégeance présumée au Mujao durant la crise, ont été la cible des attaques des forces de sécurité, ce qui a poussé des centaines d'entre eux à fuir et à trouver refuge en Mauritanie.²²

« En ce qui concerne les exactions commises par les forces de sécurité à Zinzin [dans le cercle de Goundam], les autorités ont été contactées et le gouvernement a contribué à apaiser la situation. Les officiers de l'armée sont venus présenter leurs excuses. Une campagne de sensibilisation a été organisée afin d'empêcher l'aggravation de la situation et l'escalade de la violence. Néanmoins, jusqu'à maintenant, l'armée continue son contrôle brutal, traitant tout le monde comme des "terroristes" ».

Un chef touareg, Doukouria, mars 2016

Là, ce qui a commencé comme un conflit intercommunautaire a évolué en conflit national, à cause de l'intervention des forces armées maliennes. La rhétorique « djihadiste » a créé un amalgame entre les communautés et leur affiliation présumée aux groupes armés, déclenchant un cycle de représailles à travers lequel les Peuls se défendent eux-mêmes soit en groupes d'autodéfense, tels que l'ANSIPRJ, soit en rejoignant des réseaux islamistes tels que la katiba « Khaled ibn Walid » et le MLF, deux branches d'Ansar Dine.²³ Le leader du MLF, Amadou Koufa, aurait promis aux jeunes suivant l'entraînement dans les camps de Mopti qu'il « rétablirait l'empire peul en instaurant un califat peul »²⁴, illustrant ainsi comment des « récits djihadistes » sont utilisés pour faire avancer des intérêts politiques identitaires et ethniques.

Cette diversité de motivations complexes qui poussent les particuliers ou les groupes à rejoindre ou à former des groupes armés et des réseaux de violence crée un enchaînement de malentendus sur les différents objectifs politiques ainsi qu'une interprétation réductrice de la dynamique des conflits par le seul biais de l'extrémisme. Dans ce contexte, bien que les groupes extrémistes présentent un risque non négligeable de prolonger le conflit armé via le recrutement professionnalisé et les stratégies d'entraînement, il est important de reconnaître que l'extrémisme violent n'est pas un phénomène exogène, mais au contraire tend à prospérer sur les conflits existants, les tensions et les récriminations profondément enracinées ainsi que sur la banalisation de la violence. Cet argument est corroboré par les chiffres qui révèlent que 90 % des attentats terroristes en 2015 ont eu lieu dans des pays touchés par des conflits violents.²⁵ Par conséquent, il est important de réorienter les actions : au lieu de traiter les symptômes de l'extrémisme violent, nous devons comprendre et nous attaquer aux causes premières de ces conflits. Cela contribuera à garantir que les mesures prises s'accompagnent d'améliorations dans les perspectives de paix, de justice et de sécurité au Mali.

Il est vital d'aborder l'extrémisme du point de vue local et de jauger son impact sur les communautés aux côtés d'autres formes de violence, telles que la criminalité locale, de sorte que les mesures adoptées ne donnent pas uniquement la priorité aux intérêts de la sécurité nationale, mais reflètent également les besoins sécuritaires à l'échelle locale.

L'importance de recenser et de cartographier les conflits

Dans le contexte malien où des conflits multidimensionnels prennent place simultanément, il est crucial de comprendre les dynamiques conflictuelles pour pouvoir s'attaquer à tous les obstacles à la paix, dont l'extrémisme. Tout au long de ses dialogues avec les communautés, Alert a remarqué que les populations locales employaient de manière interchangeable les termes « criminel », « bandit », « djihadiste », « terroriste » et « voleur ». Cela est dû au fait qu'elles ont du mal à distinguer les différences de motivations et d'identités entre les différents groupes ou individus violents. En effet, ces populations sont confrontées au quotidien non pas tant aux causes de la violence, mais à ses symptômes, et elles perçoivent ces incidents dans un contexte élargi de violences perpétrées par une nuée de nouveaux acteurs de conflit. Les responsables des violences sont alors généralement qualifiés de djihadistes. Ainsi, de nombreux attentats commis sur les marchés et attribués à des djihadistes par la population locale sont en réalité le fait de bandits armés.²⁶ Cette confusion s'explique également par les relations troubles entre les groupes criminels et les groupes terroristes qui peuvent aller de la coexistence à la convergence en passant par la coopération²⁷, brouillant ainsi encore un peu plus les frontières entre leurs objectifs, leurs méthodes et leurs membres. C'est pour cela que la précision du vocabulaire et la cartographie sont d'une importance vitale.

Les bases de données disponibles sur la violence au Mali sont pour la plupart à l'échelle nationale et portent principalement sur la violence verticale (à savoir, les violences entre les groupes rebelles ou islamistes et l'État). Elles ne parviennent pas à rendre compte de la dynamique des conflits locaux et nationaux, et en particulier du phénomène de violences récurrentes liées aux questions foncières, de l'augmentation des exactions commises par les forces de sécurité, de la persistance des conflits interethniques et de l'accroissement rapide de l'incidence de la violence criminelle.

Les spécialistes du développement et de la paix peuvent s'avérer d'une aide précieuse pour clarifier la dynamique des conflits. Dans le cas du Mali, un suivi approfondi et

une cartographie détaillée des conflits à l'échelle micro et macro, notamment dans le centre du pays, seraient un atout considérable pour comprendre la violence extrême et tenter d'en venir à bout. Cet exercice devra clairement préciser les différents types de conflits : conflits horizontaux (inter et intracommunautaires, relatifs à la terre et aux ressources, intergénérationnels, imputables à la concurrence entre groupes armés, violence à l'égard des femmes et des filles) ; conflits verticaux (avec les forces de sécurité, l'armée étrangère, insurrections, attaques contre les représentants de l'État) ; et dynamiques internationales (dans le cas de l'extrémisme, l'objectif est de montrer comment les groupes locaux sont connectés aux réseaux régionaux et internationaux). En outre, pour établir ce profil du contexte malien, il faut séparer les conflits des violences relatives à des crimes opportunistes, du banditisme local et du crime organisé.

Des outils multidimensionnels de géo-cartographie tels que Conflict Alert²⁸ ou la base de données du projet ACLED (Armed Conflict Location and Event Data)²⁹ peuvent permettre aux experts et aux responsables politiques de combler ces lacunes et d'élaborer des programmes mieux adaptés pour aborder les conflits locaux avec toutes les données propres au contexte en mains. Alert a déjà utilisé avec succès une version de Conflict Alert dans le sud des Philippines³⁰, région en proie à la rébellion, à la violence criminelle et aux conflits liés à l'économie souterraine. Cet outil génère des données pour suivre et vérifier les incidences, les causes et les coûts des conflits violents, ainsi que les tendances et les évolutions. Ces données sont mises à la disposition des autorités locales, des experts et des gouvernements pour leur permettre de clarifier la politique, la planification du développement et les approches de consolidation de la paix.

Mesurer l'intensité, recenser et cartographier les types de violence dans certaines régions du Mali aiderait à révéler les endroits où le coût humain de la violence est le plus élevé, ainsi qu'à mieux répartir les ressources. Par exemple, si la cartographie montre que la violence criminelle fait plus de victimes chez les populations civiles que les attaques par les groupes terroristes, cela permettrait d'apporter un soutien ciblé aux communautés concernées et d'exhorter le gouvernement à agir contre la banalisation de la violence criminelle. Le suivi des conflits au fil du temps contribue également à mettre en lumière des cycles de violence liés notamment aux problèmes fonciers autour du calendrier pastoral et à élaborer des solutions (dont certaines au moyen de la technologie) destinées à favoriser une meilleure utilisation des terres et des politiques foncières sensibles aux conflits.³¹



Emilio Labrador (Creative Commons)

Un contexte local essentiel

Comprendre les nuances des débats et des discours locaux sur les conflits est crucial pour travailler efficacement dans le contexte malien.

Dans le cadre d'un travail de recensement rigoureux des types de violence au niveau local et de leur impact sur la paix, des termes généraux tels que « l'extrémisme violent » non seulement ne font pas vraiment avancer les choses, mais peuvent en outre être perçus comme étant imposés par les acteurs internationaux, ce qui risquerait de miner, pour certains, la légitimité des mesures de prévention de la violence. Bien que le terme « extrémisme violent » soit désormais au centre des stratégies d'aide humanitaire de nombreux gouvernements et institutions internationales³², il s'avère manquer nettement de précision. Il n'existe aucune définition officielle à l'échelle mondiale de ce qui relève de l'extrémisme violent : l'expression est utilisée pour décrire des dynamiques très différentes dans différents contextes. Cela peut donc conduire à élaborer des programmes inappropriés au contexte et à empêcher de mieux comprendre les phénomènes actuellement en jeu.

Les 18 mois de recherche d'Alert au Mali ont clairement montré l'inefficacité du lexique de « l'extrémisme » une fois traduit dans des langues locales qui ne possèdent pas d'équivalent pour « radicalisation » ou « extrémisme ». En

outre, ces travaux ont montré que la principale cause de violence subie par les civils n'était pas liée à l'extrémisme, mais aux crimes et aux conflits fonciers et identitaires. Cela soulève donc d'importantes questions sur cette focalisation sur l'extrémisme violent dans un pays déchiré par de nombreuses tensions qui sont autrement plus répandues et qui constituent des obstacles à la paix et à la sécurité non seulement pour la population malienne, mais également pour l'ensemble de la région du Sahel.

Cette approche descendante de la gouvernance et de la sécurité doit être examinée en fonction de son efficacité et de son utilisation des moyens du développement. En raison d'un manque de connaissances et d'expérience de la part des spécialistes du développement et de la paix, les programmes ciblant l'extrémisme violent suivent souvent des schémas directeurs internationaux qui sont introduits et généralisés dans les programmes d'assistance internationaux³³, quitte à parfois remplacer ou à recadrer des stratégies cruciales de consolidation de la paix et de développement. Certains de ces programmes proposent des modèles de « formation » et de programmation sur la lutte/la prévention de l'extrémisme violent à des associations locales de la société civile (OSC) sans forcément les adapter préalablement au contexte local afin de les rendre efficaces et pertinents. Dans d'autres cas, elles peuvent miner la sécurité des communautés locales qui les mettent en place.

Les chefs de groupes extrémistes ont sans aucun doute des objectifs politiques et idéologiques extrêmes et des mesures de sécurité coordonnées sont donc nécessaires pour affaiblir et démanteler ces réseaux de violence internationaux, nationaux et locaux. Cependant, une réponse restreinte à la menace de ces groupes extrémistes et à l'attrait qu'ils représentent a pour effet pervers de limiter l'analyse et la palette de mesures dont disposent les spécialistes du développement, de la sécurité et de la consolidation de la paix. Cela est d'autant plus problématique lorsque toute violence est abordée du point de vue du terrorisme, privilégiant par conséquent les symptômes et causes les plus visibles tout en masquant les conflits profondément ancrés et irrésolus qui ont besoin d'être réglés en tant que tels à l'aide d'approches pérennes et multidimensionnelles.

Il est donc important que le gouvernement malien et ses partenaires internationaux répartissent leur investissement entre des mesures à court terme axées sur la sécurité et un soutien à long terme qui englobe également des approches de consolidation de la paix et de développement. Afin de contribuer à une paix pérenne, les OSC locales et

internationales doivent disposer de moyens adéquats pour mener des projets pilotes localisés et à petite échelle qui incluent des travaux de recherche et un suivi solides, ainsi que des programmes souples, à même de s'adapter. Cette approche, non seulement, leur permettra de travailler en toute sécurité sur un problème extrêmement sensible, mais aidera également les experts et les responsables politiques à évaluer ce qui fonctionne et, surtout, à définir les approches nécessaires pour réduire la violence et maintenir cet impact sur le long terme dans différentes régions du pays, dans la perspective d'adapter ces mesures ailleurs.

Conclusion

Malgré un processus de paix national, les conflits au Mali continuent de gagner du terrain. Cela est souvent dû à des causes profondes qui n'ont jusqu'à présent jamais été correctement prises en compte. Face à des conflits récurrents et prolongés qui renforcent une banalisation croissante et durable d'une culture de la violence, seules une très bonne compréhension et une excellente prise en main de ces facteurs de conflit divers et multidimensionnels pourront permettre d'instaurer la paix au Mali. Les autorités maliennes et les acteurs internationaux risquent d'échouer dans leur mission visant à mettre fin à la violence et à créer un environnement favorable au développement favorisant la paix s'ils continuent de mettre en place des stratégies fondées sur des catégories « fourre-tout » mal définies et des approches très restreintes de l'extrémisme violent dont l'efficacité n'a pas été prouvée. Il est essentiel d'investir dans la paix locale afin de mobiliser des programmes efficaces de dissuasion destinés à lutter contre l'attrait exercé par les groupes armés extrémistes et les réseaux criminels et à décourager le recours à la violence comme un moyen de réaliser ses ambitions.

Augmenter les chances pour les Maliens de trouver des perspectives économiques, psychologiques et sociales satisfaisantes sans avoir besoin d'user de la violence, rétablir la confiance entre les différentes communautés et ethnies, et entre l'État et les citoyens, résoudre les conflits régionaux et locaux qui perdurent sont autant de conditions préalables à l'amélioration à long terme de la gouvernance de la sécurité sur le plan local et national, sans laquelle la création d'une vision nationale pour la paix au Mali est impossible.

Recommandations

Ces recommandations sont destinées à l'ensemble de la communauté d'acteurs susceptibles d'influencer les approches adoptées pour réduire l'incidence de la violence, dont l'extrémisme violent, au Mali, à savoir : le

gouvernement, ses partenaires extérieurs dont les bailleurs de fonds et la société civile.

Apprendre à mieux recenser et cartographier les différents types de violence

- Recenser et cartographier systématiquement l'évolution de la dynamique des conflits et de la criminalité à travers le Mali pour mieux comprendre la nature des conflits, de la criminalité et de l'extrémisme violent ; utiliser ces données pour orienter et élaborer des stratégies adéquates que les communautés peuvent par la suite s'approprier et mettre à profit.
- Veiller à ce que ces stratégies visant à relever les défis des conflits s'attaquent non seulement aux symptômes, mais s'attellent également à la longue tâche consistant à influencer sur les facteurs sous-jacents à l'origine de ces dynamiques.
- Par le biais des dialogues avec la communauté, recenser et cartographier l'ensemble des conflits et des jeux de pouvoir dans le nord et le centre du Mali afin d'éviter de relier à tort des groupes ou des individus à un mouvement djihadiste international et d'entraîner l'internationalisation de problèmes locaux qui pourraient être réglés à l'aide de solutions locales.

Adopter des approches multidimensionnelles sur plusieurs niveaux

- Élaborer des programmes qui commencent par tenter de rétablir la confiance entre les communautés et en leur sein pour ensuite créer des espaces de dialogue où les problèmes pourront être abordés en toute sécurité.
- Favoriser les programmes de sécurité qui s'attellent à l'usure de la confiance entre les communautés et les forces de sécurité, en commençant par établir un climat de confiance et par créer des occasions de coopérer des deux côtés afin de lutter contre la violence, y compris l'extrémisme violent, au sein des communautés et entre elles.
- Améliorer la redevabilité de la gouvernance locale, notamment en ce qui concerne les questions de sécurité et le régime foncier.
- Réévaluer l'efficacité des programmes sur l'extrémisme violent menés au Mali et privilégier le dialogue avec la communauté et les études participatives sur la dynamique des conflits, y compris la formation des populations à l'analyse des conflits. Les institutions qui interviennent sur les questions de l'extrémisme violent doivent être mieux formées aux approches sensibles aux conflits afin de veiller à ce que les programmes aient recours à un langage et une méthodologie sensibles qui reflètent et abordent les

besoins locaux en matière de sécurité.

- Évaluer les capacités des forces de sécurité maliennes à faire face aux nouvelles formes de violence pour qu'elles puissent distinguer la criminalité de l'extrémisme violent, et les liens entre les deux.
- Établir des liens entre les mesures locales et nationales au sein d'une approche combinée descendante et ascendante. Veiller à ce qu'une analyse du contexte local soit incluse dans tous les forums nationaux et que les forums locaux soient mis à profit pour contribuer à l'analyse et à l'élaboration de la politique nationale.

Remerciements

Cette note d'orientation a été rédigée par Mana Farooghi et Louisa Waugh. International Alert tient à remercier le gouvernement britannique pour le financement de ses travaux de recherche à l'origine de ces résultats. Les opinions exprimées dans ce document sont celles d'International Alert et ne reflètent pas nécessairement les idées ou les politiques de ses bailleurs de fonds.

Notes de fin de texte

- 1 Baptisée « Opération Serval », cette intervention a été lancée à la demande officielle du gouvernement malien par intérim et après l'adoption de la résolution 2085 du Conseil de sécurité de l'ONU le 20 décembre 2012. La Cédéao a également déployé sa mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA) en janvier 2013.
- 2 L'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger a été signé le 20 juin 2015 entre les gouvernements et les groupes armés séparatistes.
- 3 The Institute for Economics and Peace (IEP), *Global Terrorism Index 2016*, Bruxelles, Mexico City, New York, Sydney: IEP, novembre 2016, p. 38, <http://economicsandpeace.org/wp-content/uploads/2016/11/Global-Terrorism-Index-2016.2.pdf>.
- 4 K. Høyer, La Crise malienne : une approche fondée sur la consolidation de la paix, article Peace Focus, Londres : International Alert, mars 2013, http://www.international-alert.org/sites/default/files/PeaceFocus_Mali_FR_2013.pdf.
- 5 M. Batten Carew et C. Dowd, *Country report: Mali, Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED)*, janvier 2015, http://www.acledata.com/wp-content/uploads/2015/01/ACLED-Country-Report_Mali.pdf.
- 6 Ansar Dine est un groupe salafiste armé fondé et dirigé par Iyad Ag Ghaly, l'un des chefs de la rébellion touarègue de 1990-1996. Le Mujao n'est pas un groupe malien terroriste. Ce groupe salafiste algérien est né en 2011 de dissensions avec Aqmi. Le Mujao figure sur la liste des organisations proches d'Aqmi répertoriées par les Nations Unies (ONU).
- 7 Comme le Groupe d'autodéfense Imghad et ses alliés et Ganda Izo (des milices songoy et peul).
- 8 La Plateforme est une coalition de groupes dits « d'autodéfense » tels que Ganda Izo, Ganda Koy et la Coordination des mouvements et forces patriotiques de résistance.
- 9 « Le Conseil de sécurité de l'ONU condamne les violations répétées du cessez-le-feu au Mali », Centre d'actualités de l'ONU, 3 novembre 2016, <http://www.un.org/press/fr/2016/cs12575.doc.htm>.
- 10 Le FLM est un groupe islamiste qui réunit principalement des vétérans des milices d'autodéfense qui sont apparues dans la communauté malienne peul (Ganda Izo) et des membres du Mujao.
- 11 Realtime data (2016), *Realtime Monthly All Africa File, ACLED, Realtime October 2016 All Africa File* (xls), <http://www.acledata.com/data/realtime-data-2016>, site accédé le 30 novembre 2016.
- 12 "Mali Islamist group Ansar Dine claims attack on UN base", Al Arabiya English, 13 février 2016, <http://english.alarabiya.net/en/News/africa/2016/02/13/Mali-Islamist-group-Ansar-Dine-claims-attack-on-U-N-base.html>. « Le Niger attribue l'enlèvement d'un humanitaire américain aux djihadistes du Mujao », France 24, 17 octobre 2016, <http://www.france24.com/fr/20161016-niger-enlèvement-américain-humanitaire-jihadiste-mujao-al-qaida-mali-barkhane-ong-cicr>.
- 13 H. Pes, « Malgré l'accord de paix, les Maliens sont toujours plus nombreux à fuir les violences persistantes », Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), 7 novembre 2016, <http://www.unhcr.org/fr/news/stories/2016/11/5821f3f3a/malgré-laccord-paix-maliens-nombreux-fuir-violences-persistantes.html>.
- 14 Entretiens avec des pairs sur le cas d'un antiquaire qui exprimait son intention de rallier des groupes armés.
- 15 Institute for Security Studies (ISS), "Mali's young 'jihadists': Fuelled by faith or circumstance?" Policy Brief 89, ISS, août 2016, <https://www.issafrika.org/research/policy-brief/malis-young-jihadists-fuelled-by-faith-or-circumstance>.
- 16 Indigo Côte d'Ivoire, Interpeace et IMRAP, *Au-delà de l'idéologie et de l'appât du gain : Trajectoires des jeunes vers les nouvelles formes de violence en Côte d'Ivoire et au Mali*, octobre 2016, <http://www.interpeace.org/wp-content/uploads/2016/11/2016-Au-del%C3%A0-de-lid%C3%A9ologie-et-de-lapp%C3%A2t-du-gain.pdf>.
- 17 M. Aubrey, R. Aubrey, F. Brodrick et C. Brooks, *Why young Syrians choose to fight: Vulnerability and resilience to recruitment by violent extremist groups in Syria*, Londres : International Alert, mai 2016, http://international-alert.org/sites/default/files/Syria_YouthRecruitmentExtremistGroups_EN_2016.pdf.
- 18 'La notion de « cadets sociaux » désigne un ensemble de positions dans des relations relevant de la subordination, qui s'inscrivent dans des configurations sociales très différenciées. Il apparaît que les formes de dépendance qui se sont instaurées dans la durée tendent aujourd'hui encore à investir et réinterpréter un modèle issu des sociétés lignagères'. Cf. Nouveaux cadets sociaux au Mali : Pratiques et imaginaires de l'autonomie Mali, Sécheresse, 2009, <http://www.secheresse.info/spip.php?article42913>.
- 19 Taux valable au 25 novembre 2016, conversion calculée avec l'outil de conversion de devises <http://www.xe.com/>.
- 20 *Nouveaux cadets sociaux au Mali*, 2009, Op. cit., Indigo Côte d'Ivoire, Interpeace et IMRAP, 2016, Op. cit.
- 21 M. Farooqi, *Approches durables à la lutte contre le crime organisé au Mali et au Sahel*, Londres : International Alert, 2014, <http://international-alert.org/publications/everyone-is-a-jihadist>.
- 22 A. Duval Smith, "Refugees claim abuse by soldiers as Mali's conflict spreads", *The Guardian*, 17 août 2016, <https://www.theguardian.com/global-development/2016/aug/17/refugees-claim-abuse-by-soldiers-as-malis-conflict-spreads>.
- 23 « Deux groupes djihadistes progressent dans le centre et le sud du Mali », *Le Monde*, 23 septembre 2015, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/09/23/deux-groupes-djihadistes-progressent-dans-le-centre-et-le-sud-du-mali_4768094_3212.html.
- 24 Ibid.
- 25 IEP, 2016, Op. cit.
- 26 International Crisis Group, "Central Mali: An uprising in the making?" Mali, Report No. 238, juillet 2016, <https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/mali/central-mali-uprising-making>.
- 27 E. Alda et J.L. Sala, "Links between terrorism, organized crime and crime: The case of the Sahel region", *Stability: International Journal of Security and Development*, 3(1), 2014, <http://www.stabilityjournal.org/articles/10.5334/sta.ea/>. 'Relations entre les réseaux criminels et les organisations terroristes : la coexistence (ils occupent par pure coïncidence le même espace géographique d'où ils opèrent en même temps), la coopération (ils décident que leurs intérêts mutuels sont servis, ou tout au moins ne sont pas sérieusement menacés, s'ils n'ont momentanément leurs forces) et la convergence (chacun commence à adopter des comportements qui sont plus communément associés à l'autre)'.
- 28 International Alert, "Violence in the Bangsamoro and southern Mindanao: Emerging actors and new sites of conflict", Manila, 2016, <https://conflicalert.info/publication/conflict-alert-2011-2015>.
- 29 ACLED, Page d'accueil, <http://www.acledata.com/>, site accédé le 30 novembre 2016.
- 30 Pour voir un exemple d'une version opérationnelle de l'outil Conflict Alert aux Philippines, cf. : "Philippines: Bangsamoro Conflict Monitoring System now online", La Banque mondiale, 24 mars 2015 <http://www.worldbank.org/en/news/press-release/2015/03/24/philippines-bangsamoro-conflict-monitoring-system-now-online>.
- 31 T.A. Benjaminsen et B. Ba, "Farmer-herder conflicts, pastoral marginalisation and corruption: A case study from the inland Niger Delta of Mali", *The Geographical Journal*, 175, 2009, pp. 71-81.
- 32 Assemblée générale des Nations Unies, Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent, Rapport du Secrétaire général, 24 décembre 2015, A/70/674, <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N15/456/23/PDF/N1545623.pdf>.
- 33 Transnational Initiative Countering Violent Extremism, Activity Report, Regional CVE Workshop for Civil Society Leaders, Bamako, 5-11 November 2015, [http://www.ticve.org/Report%20CVE%20Workshop-Mali%20\(3\).pdf](http://www.ticve.org/Report%20CVE%20Workshop-Mali%20(3).pdf).

Mise en page : D. R. ink. Photo de couverture : © Reuters/Alamy Stock Photo

International Alert

346 Clapham Road, London, SW9 9AP, United Kingdom

Tel +44 (0)20 7627 6800 Fax +44 (0)20 7627 6900

Email info@international-alert.org

www.international-alert.org



/InternationalAlert



@intalert

Registered charity no. 327553

ISBN: 978-1-911080-41-1